

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ID LOGISTICS FRANCE**

410 route du Moulin de Losque  
BP 70132  
84300 Cavaillon

Références : 0005403146 / 122  
Code AIOT : 0005403146

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement ID LOGISTICS FRANCE implanté 23 VOIE ROMAINE 21110 Genlis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le client principal de l'entrepôt est sur le point de fermer son usine voisine (juin 2026). L'arrêt du contrat avec ce client est prévu pour la fin de 2027. Le personnel du site veillant sur les aspects environnementaux a été remplacé très récemment entre 2024 et 2025. ID Logistics est en recherche active de nouveaux clients. Il est locataire de l'entrepôt.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ID LOGISTICS FRANCE

- 23 VOIE ROMAINE 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005403146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

ID Logistics est un groupe international proposant une offre globale « supply chain » (gestion de la chaîne logistique) qui regroupe l'ensemble des opérations logistiques de l'amont jusqu'à la distribution finale.

ID LOGISTICS à Genlis effectue le stockage de produits pour ses clients.

L'activité de stockage est soumise à autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.5.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	Demande d'action corrective	4 mois
4	Zonage internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.5.3	Sans objet
6	«Permis d'intervention» ou «permis de feu»	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.4.1.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été consacrée aux sujets de défense incendie. L'exploitant dispose de moyens de lutte contre incendie en bon état. Une non-conformité constatée lors de cette inspection est liée au modèle de rapport de vérification des débits des poteaux incendie du site. Par ailleurs, le zonage du site doit être établi et les consignes rédigées. L'exploitant concrétisera les recherches de prestataires pour les prélèvements et analyses environnementales.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau constituée au minimum de 480 m<sup>3</sup>, ce qui permettra d'assurer la défense incendie pendant 2 heures</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés ;</li> <li>- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- d'un système de détection automatique d'incendie, qui peut être couplé avec le système d'extinction automatique ;</li> </ul> <p>Le site disposera de 5 poteaux incendies privatifs alimentés sur le réseau d'eau de ville et d'une réserve d'eau incendie équipée d'un raccord pompier d'une capacité de 480m<sup>3</sup>. [...]</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La réserve de 480 m<sup>3</sup> est bien présente sur le site. Elle est équipée d'une détection de niveau et elle se remplit automatiquement si le niveau baisse. Le niveau d'eau est traduit en pression et indiqué via un manomètre. La réserve est équipée d'un raccord pompier.</p> <p>L'installation est équipée de 6 poteaux incendie privatifs répartis sur l'ensemble du site.</p> <p>Le sprinklage est présent dans tout l'entrepôt. Le système est conçu selon le référentiel APSAD R1. Le certificat de conformité N1 est disponible dans le POI du site (mise jour du POI en février 2026).</p>

<p>La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique. Le système de sprinklage de la cellule D (cellule de produits inflammables) est équipé également d'une cuve d'émulseur de 4739 litres.</p> <p>La répartition, la quantité et la qualité (classe) des extincteurs (123) et de RIA (22) n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p> <p>Les RIA de la cellule D sont connectés directement aux réservoirs de la mousse.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Par sondage, l'Inspection a vérifié la présence de membres de l'équipe de première intervention le jour de l'inspection et les formations suivies par le personnel concerné. L'exploitant a pu justifier, via les attestations de formation, que la fréquence de 3 ans pour le recyclage de l'équipe de première intervention est bien respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté que les moyens de lutte contre l'incendie sont facilement accessibles et sont repérés. L'exploitant dispose d'un plan d'implantation des équipements incendie. La présence de la cuve des additifs a été explicitement reportée sur le plan, comme demandée suite à l'inspection précédente.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de contrôles réglementaires effectués par des prestataires extérieurs. L'ensemble des moyens de lutte contre incendie y sont répertoriés. Le registre donne accès aux contrôles déjà effectués, renvoie vers les rapports et informe sur les dates de contrôles à venir.</p> <p>L'exploitant procède également à une visite mensuelle du site. Il s'agit d'un contrôle en interne de sécurité et d'un contrôle visuel de l'ensemble des équipements. Les visites sont consignées et tracées.</p> <p>Scotum Incendie fait la vérification des extincteurs et des poteaux incendie. Les derniers rapports datent respectivement du 18/06/2025 et du 20/10/2025.</p> <p>Suite au rapport de 2025, l'exploitant a procédé au remplacement de plusieurs extincteurs atteignant l'âge de 10 ans et quelques extincteurs défectueux suite à un choc mécanique (un justificatif a été présenté).</p> <p>Le rapport de vérification annuel des extincteurs n'appelle pas de remarques.</p>

**Observation :**

Les contrôles des poteaux incendie ne sont pas compréhensibles. Les mesures de débit sont exprimées sans unités et les valeurs de débit varient selon le poteau entre 1450 et 1250.

Les RIA du site sont vérifiés par Minimax. Le dernier rapport date du 18/02/2026. Il n'appelle pas de remarques.

Concernant le sprinklage, des essais hebdomadaires, semestriels et annuels sont externalisés ) la société de maintenance Minimax. Les essais hebdomadaires sont tracés. La dernière vérification semestrielle du système de sprinklage a été vu en inspection. Il s'agit de l'attestation Q1 de la société MINIMAX datée du 08/01/2026. Elle n'appelle pas de commentaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant se rapprochera du prestataire pour confirmation des débits des poteaux incendie et pour adapter le format du rapport aux exigences réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Détection automatique d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

[...]

**Constats :**

Le sprinklage fait office de détection d'incendie. Lors de l'exercice POI de 2023, il a été constaté par l'exploitant qu'une fois l'alarme déclenchée, elle est bien perceptible en tout point du bâtiment.

<p><b><u>Non-conformité :</u></b> Le site ne dispose pas d'alarme asservie à la détection incendie. L'alarme est déclenchée manuellement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 4 : Zonage internes à l'établissement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage internes à l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles ci.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Non-conformité :</u></b> L'exploitant ne dispose pas de plan comprenant des zones à risques ou des locaux particuliers. La cellule contenant des produits inflammables, tout comme la chaufferie, le local de charge et toutes autres zones identifiées par l'exploitant, devraient figurer explicitement sur le plan.</p> <p>La salle de charge est bien identifiée comme zone ATEX. L'exploitant a mis en place un affichage approprié et les pictogrammes associés sont bien visibles.</p> <p>La cellule contenant des produits inflammables est signalisée à l'intérieur de l'établissement. Les consignes à respecter sont les mêmes pour toutes les cellules et elles sont affichées à l'entrée des bâtiments sous forme de pictogrammes.</p> <p><b><u>Non-conformité :</u></b> L'exploitant n'a pas rédigé de consignes correspondant aux pictogrammes affichés, comme « feux interdits » ou « fumer interdit ».</p> <p><b><u>Non-conformité :</u></b> L'ancien local de chaufferie (plus en fonctionnement) est signalé comme zone ATEX, tandis que le nouveau (en fonctionnement) n'est pas identifié par l'exploitant comme zone ATEX.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

**N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2023: L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  Le sujet des premiers prélèvements environnementaux a été abordé lors de l'inspection de 2023 et a fait l'objet d'une observation. En effet, un travail de contractualisation avec un sous-traitant localisé à Chartres pour les prélèvements et les analyses, pour l'ensemble de ses sites ID Logistic, a été initié en 2023, mais n'a finalement pas abouti au contrat. Actuellement, aucun prestataire n'est retenu pour les prélèvements et les analyses. L'exploitant a présenté un mail justifiant d'un rendez-vous proche avec un nouveau sous-traitant.  <b><u>Non-conformité :</u></b>  Le POI n'est pas complété par les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : «Permis d'intervention» ou «permis de feu»**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, «permis d'intervention» ou «permis de feu»
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le «permis d'intervention» et éventuellement le «permis de feu» et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le «permis d'intervention» et éventuellement le «permis de feu» et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise



extérieure.

**Constats :**

Concernant plus précisément le permis feu, les éléments suivants ont été relevés :

- La durée de validité est de 24 h ;
- La localisation exacte de l'intervention et sa durée ;
- La nature des travaux et des dangers en fonction de l'intervention est bien spécifiée sur le document ;
- Les types de matériels qui peuvent être utilisés ainsi que les moyens d'alerte et de protection et de mise en œuvre figurent bien sur le permis ;
- L'exploitant procède également à une ronde de surveillance après la fin des travaux.

Le permis feu du 04/02/2025 a été présenté à l'Inspection. Il comporte bien les signatures du responsable du site, de l'agent veillant sur la sécurité et de l'opérateur. Selon l'exploitant chaque opération impliquant des travaux à point chaud est accompagnée par un permis feu.

**Type de suites proposées :** Sans suite